

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/W/263

G/SCM/W/273

29 janvier 1996

(96-0310)

Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

REPONSES AUX QUESTIONS POSEES PAR LE CHILI¹ AU SUJET DE LA NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTATIONS CANADIENNES²

La Mission permanente du Canada a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 11 janvier 1996.

1. **Lorsque, dans les enquêtes au titre de l'article 2.2.2 du Code antidumping le critère de la valeur construite est appliqué, quelle est la méthode employée pour prendre en compte un montant raisonnable pour les bénéfices?**

La méthode employée pour prendre en compte un "*montant raisonnable pour les bénéfices*" est décrite en détail à l'alinéa 11 b) du *Règlement sur les mesures spéciales d'importation*.

2. **Quels sont les critères appliqués pour interpréter la notion de "*situation particulière du marché*" (article 2.2 du Code antidumping) afin de ne pas considérer le prix intérieur sur le marché du pays exportateur comme la valeur normale du produit?**

Les critères touchant l'interprétation de la notion de "*situation particulière du marché*" prévus dans la *Loi sur les mesures spéciales d'importation* découlent de l'article 15 a) i) qui a trait aux ventes à des acheteurs auxquels l'exportateur n'est pas associé; l'article 15 c) qui prévoit que les produits doivent être destinés à la consommation dans le pays d'exportation, en situation de concurrence, et l'article 16.2 a) en vertu duquel les ventes sur le marché intérieur doivent concerner plusieurs acheteurs.

3. **Quelles sont les procédures employées lorsque la valeur normale est déterminée selon la méthode de l'échantillonnage? Comment la transparence adéquate et la notification aux parties sont-elles assurées?**

Les règles relatives à l'échantillonnage sont définies à l'article 30.3 de la Loi. Tous les exportateurs de produits qui ne sont pas comptés dans le pourcentage ou l'échantillon sont avisés qu'ils n'ont pas à fournir les renseignements détaillés prévus dans la demande de renseignements. L'avis de Revenu Canada est néanmoins accompagné d'un questionnaire (demande de renseignements).

¹G/ADP/W/125-G/SCM/W/134.

²G/ADP/N/1/CAN/2-G/SCM/N/1/CAN/2.

Les exportateurs qui ne sont pas comptés dans le pourcentage ou dans l'échantillon sont informés qu'ils peuvent communiquer volontairement les renseignements prévus dans la demande de renseignements aux fins de l'établissement d'une marge de dumping. Si les autorités disposent de suffisamment de temps, les communications volontaires sont examinées et servent à établir une marge de dumping aux fins de la détermination provisoire. Dans le cas inverse, elles sont examinées et utilisées au stade ultérieur de l'enquête si les autorités disposent de suffisamment de temps.

Conformément à l'article 9.4 de l'Accord antidumping, pour les exportateurs qui n'ont pas été comptés dans le pourcentage ou l'échantillon et qui n'ont pas fourni volontairement de renseignements, la marge de dumping est calculée normalement sur la base de la moyenne pondérée des marges de dumping constatées pour les exportateurs du même pays auxquels il a été demandé de présenter des renseignements et qui ont dûment rempli la demande de renseignements de Revenu Canada.

4. Comment les "parties intéressées" sont-elles définies? Les consommateurs sont-ils considérés comme parties intéressées?

On trouve à l'article 2 des *Règles du Tribunal canadien du commerce extérieur* une définition de l'expression "*partie intéressée*" qui englobe les plaignants, les producteurs nationaux, les exportateurs étrangers, les importateurs nationaux, les associations de producteurs nationaux, d'exportateurs étrangers et d'importateurs nationaux, les gouvernements de pays étrangers mentionnés dans une détermination provisoire et toute autre personne qui, parce que ses droits ou ses intérêts pécuniaires peuvent être touchés ou pour toute autre raison, a le droit d'être entendue par le Tribunal avant que celui-ci rende sa décision aux termes d'une enquête visant à établir l'existence d'un dommage ou du réexamen d'une ordonnance. Cette définition recouvre les consommateurs de produits similaires. Le Ministère du revenu national utilise une définition analogue en ce qui concerne le rassemblement des informations et les procédures de divulgation.

5. A propos de l'article 5.3 du Code antidumping, toutes les informations fournies par l'auteur de la plainte sont-elles vérifiées avant l'ouverture de l'enquête?

Le Ministère du revenu national commence par vérifier les renseignements que contient la plainte (examen de la cohérence de la plainte, de données de Statistique Canada et de données du Service des douanes, consultations avec le Département de l'industrie, etc.).

Avant de rendre un avis public sur un dossier complet, les autorités adressent généralement des questions par écrit aux plaignants afin d'obtenir des éclaircissements ou des renseignements additionnels.

Conformément à l'article 5.3 de l'Accord antidumping, l'article 31.1 de la Loi sur les mesures spéciales d'importation prévoit que le Sous-Ministre du revenu national dispose d'un délai de 30 jours, à compter de la date où le plaignant a été informé que le dossier était complet, pour déterminer s'il existe:

- i) des éléments de preuve suffisants que les importations ont été sous-évaluées ou subventionnées; et
- ii) des éléments de preuve raisonnables que le dumping ou le subventionnement a causé un dommage ou un retard ou menace de causer un dommage.

Pour décider s'il y a lieu d'ouvrir une enquête à partir d'un dossier complet, le Sous-Ministre examine les données disponibles concernant l'exactitude des renseignements contenus dans la plainte.

6. La Loi sur les mesures spéciales d'importation prévoit-elle le cumul des importations en provenance des pays faisant l'objet de l'enquête?

Le cumul des effets dommageables des importations en provenance de plusieurs pays est prévu à l'article 42.3 de la Loi sur les mesures spéciales d'importation. Il est néanmoins expressément soumis au critère "*de minimis*" et au critère de "*caractère approprié*" prévus à l'article 3.3 de l'Accord antidumping et à l'article 15.3 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. En outre, en ce qui concerne les pays en développement, l'article 42.4 de la Loi stipule que, dans le cadre de l'examen des effets cumulatifs, le Tribunal tient compte du paragraphe 12 de l'article 27 de l'Accord sur les subventions.

7. Quelle est la méthode prévue pour calculer le montant de la subvention?

La méthode utilisée pour calculer le montant de la subvention correspondant à diverses formes d'avantages conférés au bénéficiaire est décrite en détail à la section II du Règlement sur les mesures spéciales d'importation, comme le veut l'article 30.4 de la Loi sur les mesures spéciales d'importation. Conformément à l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, l'article 30.4.3 stipule qu'un "*montant de subvention*" ne peut pas comprendre un montant attribuable à une subvention ne donnant pas lieu à une action.

8. Comment les obligations visées à l'article 8.2 de l'Accord antidumping sont-elles exécutées?

L'article 49.2 b) de la Loi sur les mesures spéciales d'importation stipule que le Sous-Ministre du revenu national ne peut accepter d'engagement concernant des produits faisant l'objet d'un dumping ou subventionnés que s'il a rendu une décision provisoire en vertu de l'article 38.1 de la Loi.

9. La législation canadienne prévoit-elle la notion de "*marge de dommage*"; dans l'affirmative, cette notion est-elle utilisée en lieu et place de la notion de marge de dumping pour la détermination du droit antidumping?

Nous pensons qu'il s'agit ici de savoir si le Canada a adopté la règle du droit moindre pour les affaires antidumping. Etant donné le caractère permissif de l'article 9.1 de l'Accord antidumping, en vertu duquel "*la décision de fixer le montant du droit antidumping à un niveau égal à la totalité ou à une partie seulement de la marge de dumping incombe aux autorités du Membre importateur*", le Canada n'a pas adopté la règle du droit moindre.

Cela étant, l'article 45 de la Loi sur les mesures spéciales d'importation autorise le Tribunal, s'il estime que l'imposition de droits équivalant au plein montant ou à une partie du montant des droits antidumping ou compensateurs prévus pourrait être contraire à l'intérêt public, à informer le Ministre des finances des motifs sur lesquels est fondée sa décision. Les personnes intéressées peuvent présenter des observations en ce qui concerne l'intérêt public et les droits peuvent être ajustés sur la base de considérations tenant à l'intérêt public.